

Indice de perception de la corruption 2025 : le déclin du leadership compromet la lutte mondiale contre la corruption

Alors que la génération Z organise des manifestations massives contre la corruption et que certains gouvernements affichent un dangereux mépris pour les normes internationales, la 31^e édition de l'Indice de perception de la corruption de Transparency International met en relief un inquiétant déclin à long terme du leadership dans la lutte contre la corruption, parallèlement à des signes minimes de progrès.

Berlin, 10 février 2026 – La corruption s'aggrave à travers le monde, où même les démocraties bien établies font face à une montée de ce phénomène dans un contexte de déclin du leadership, selon l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2025 de Transparency International, publié aujourd'hui. L'indice de cette année montre que le nombre de pays obtenant une note supérieure à 80 est passé de 12 il y a dix ans à seulement cinq aujourd'hui.

Nos données montrent que les démocraties, généralement plus efficaces en matière de lutte contre la corruption que les autocraties ou les démocraties imparfaites, connaissent un déclin inquiétant de leurs performances. Cette tendance concerne aussi bien des pays tels que les **États-Unis** (64), le **Canada** (75) **ou la Nouvelle-Zélande** (81) que des pays européens comme le **Royaume-Uni** (70), la **France** (66) **ou la Suède** (80). Une autre tendance préoccupante est l'augmentation des restrictions imposées par de nombreux États aux libertés d'expression, d'association et de réunion. Depuis 2012, 36 des 50 pays ayant enregistré une baisse importante de leur score dans l'indice ont également connu un rétrécissement de leur espace civique.

L'année 2025 a été marquée par une vague de manifestations anti-corruption menées par la génération Z, principalement dans des pays situés dans la moitié inférieure de l'IPC et dont les scores ont essentiellement stagné ou baissé au cours de la dernière décennie. Dans des pays comme le **Népal** (34) et **Madagascar** (25), les jeunes sont descendus dans la rue pour critiquer les dirigeants, qui abusent de leur pouvoir mais n'offrent ni services publics décents ni perspectives économiques.

Transparency International avertit que l'absence d'un leadership audacieux dans la lutte mondiale contre la corruption affaiblit l'action internationale anticorruption et risque de réduire la pression en faveur de réformes dans les pays du monde entier.

Selon François Valérian, Président de Transparency International :

« La corruption n'est pas quelque chose d'inévitable. Nos recherches et notre expérience en tant que mouvement mondial de lutte contre la corruption montrent que les processus

démocratiques, l'exercice d'un contrôle indépendant et une société civile libre et ouverte sont autant de voies permettant que les détenteurs du pouvoir rendent des comptes pour le bien commun. À l'heure où certains États font preuve d'un mépris dangereux pour les normes internationales, nous appelons les pouvoirs publics et les dirigeants à agir avec intégrité et à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités afin d'offrir un avenir meilleur aux populations du monde entier. »

Transparency International appelle à :

- Un leadership politique renouvelé en matière de lutte contre la corruption, notamment par l'application pleine et entière des lois, le respect des engagements internationaux et la mise en œuvre de réformes visant à renforcer la transparence, la surveillance et la responsabilité ;
- La protection de l'espace civique, en mettant fin aux attaques contre les journalistes, les organisations non gouvernementales (ONG) et les lanceurs d'alerte, et en cessant les tentatives visant à restreindre le travail indépendant de la société civile ;
- La suppression des failles favorisant l'opacité qui permettent aux fonds issus de la corruption de circuler au-delà des frontières, notamment en encadrant plus strictement les intermédiaires professionnels et en garantissant la transparence sur les bénéficiaires effectifs des entreprises, des trusts et des actifs.

DÉCLIN DU LEADERSHIP DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Dans de nombreux pays européens, les efforts de lutte contre la corruption sont restés au point mort au cours de la dernière décennie. Depuis 2012, en Europe occidentale et dans l'Union européenne, 13 pays ont connu un déclin important de ce leadership, lequel ne s'est amélioré que dans sept pays. En décembre 2025, l'Union européenne a adopté sa première directive anti-corruption afin d'harmoniser les lois pénales sur la corruption. Ce qui aurait pu être un cadre de tolérance zéro a été édulcoré par certains États membres, dont l'**Italie** (53), qui a bloqué la criminalisation de l'abus de pouvoir des fonctionnaires. Le résultat : un cadre qui manque d'ambition, de clarté et d'applicabilité.

Les **États-Unis** (64) poursuivent leur pente descendante et obtiennent le score le plus bas de leur histoire. Bien que les faits survenus en 2025 ne soient pas encore pleinement pris en compte, les actions qui ciblent les voix indépendantes et mettent en péril l'indépendance judiciaire suscitent de vives inquiétudes. Au-delà de l'IPC et des conclusions qui en ressortent, le gel temporaire et le relâchement de l'application de la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (Foreign Corrupt Practices Act, FCPA) traduisent une tolérance à l'égard des pratiques commerciales corrompues, tandis

que les coupes de l'aide américaine aux organisations de la société civile étrangères affaiblissent les efforts de lutte contre la corruption à l'échelle mondiale. Dans d'autres pays, les dirigeants politiques profitent de la situation pour restreindre davantage l'action des ONG, des journalistes et d'autres voix indépendantes.

Un score élevé dans l'IPC ne garantit pas qu'un pays soit exempt de corruption étant donné que plusieurs des pays les mieux notés favorisent la corruption dans d'autres pays en facilitant le blanchiment et le transfert transfrontalier des produits de la corruption, ce qui n'est pas couvert par l'IPC. Par exemple, **la Suisse** (80) et **Singapour** (84) figurent parmi les pays qui ont les meilleurs scores, mais ils font l'objet d'une surveillance pour les mouvements d'argent sale qu'ils facilitent.

LE RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE SAPE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Au cours de la dernière décennie, les ingérences politiques dans les activités des ONG se sont multipliées dans des pays tels que la **Géorgie** (50), l'**Indonésie** (34) et le **Pérou** (30), où les pouvoirs publics ont introduit de nouvelles lois pour limiter l'accès au financement de ces organisations, voire affaiblir celles qui les contrôlent et les critiquent. Ces lois sont souvent accompagnées de campagnes de diffamation et d'intimidation. Dans des pays comme la **Tunisie** (39), l'espace civique se rétrécit sous l'effet de pressions administratives, judiciaires et financières qui limitent l'action des ONG, même en l'absence de nouvelles lois restrictives. Dans de telles situations, il est plus difficile pour les journalistes indépendants, les organisations de la société civile et les lanceurs d'alerte d'alerter sur la corruption et il est plus probable que les fonctionnaires corrompus continuent d'abuser de leur pouvoir. Les sections de Transparency International en **Russie** (22) et au **Venezuela** (10) ont été contraintes à l'exil en raison de la répression exercée sur la société civile.

De tels environnements restrictifs non seulement réduisent au silence critiques et observateurs, mais créent aussi de réels dangers pour ceux qui osent dénoncer des actes répréhensibles. Depuis 2012, 150 journalistes qui couvraient des sujets liés à la corruption dans des zones hors conflit ont été assassinés, presque tous dans des pays où le niveau de corruption est élevé.

LA CORRUPTION DANS LE MONDE : PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'IPC classe 182 pays et territoires en fonction de leur niveau perçu de corruption dans le secteur public sur une échelle de zéro (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu).

Le score mondial moyen est de 42 sur 100, son niveau le plus bas depuis plus d'une décennie, ce qui indique une tendance à la baisse préoccupante qu'il faudra surveiller au fil du temps.

La grande majorité des pays ne parviennent pas à maîtriser la corruption : plus des deux tiers (122 sur 180) obtiennent un score inférieur à 50.

Pour la huitième année consécutive, le **Danemark** obtient le score le plus élevé de l'indice (89), suivi de près par la **Finlande** (88) et **Singapour** (84).

Les pays qui obtiennent les scores les plus bas se caractérisent principalement par des sociétés civiles fortement réprimées et des niveaux élevés d'instabilité, comme le **Soudan du Sud** (9), la **Somalie** (9) et le **Venezuela** (10).

Depuis 2012, 50 pays ont vu leur score diminuer de manière significative dans l'indice : ceux dont les scores ont le plus baissé sont la **Turquie** (31), la **Hongrie** (40) et le **Nicaragua** (14). Ils reflètent un affaiblissement structurel des mécanismes d'intégrité qui dure depuis une décennie, alimenté par le recul de la démocratie, les conflits, la fragilité des institutions et l'enracinement des réseaux de clientélisme. Ces baisses sont brutales, durables et difficiles à inverser, car la corruption devient systémique et profondément ancrée dans les structures politiques et administratives.

Depuis 2012, 31 pays ont amélioré de manière significative leur score dans l'indice : parmi ceux qui ont fait les plus gros progrès figurent l'**Estonie** (76), la **Corée du Sud** (63) et les **Seychelles** (68). Les améliorations à long terme dans les pays démocratiques comme ceux-ci sont le résultat d'une dynamique soutenue de réformes, d'institutions de surveillance renforcées et d'un large consensus politique en faveur d'une bonne gouvernance. Les progrès fructueux dans ces domaines sont notamment dus à la numérisation des services publics, à la professionnalisation de la fonction publique et à l'intégration des normes de gouvernance régionales et mondiales.

NOTE À L'INTENTION DES RÉDACTEURS

Pour connaître le score de chaque pays et son évolution dans le temps et pour découvrir l'analyse mondiale et par région, consultez la page Web de l'IPC 2025 à l'adresse suivante : <https://www.transparency.org/en/cpi/2025> (mise en ligne à 07 h 01, heure d'Europe centrale, le 10 février 2026).

La [page destinée à la presse](#) comprend le rapport sur l'IPC 2025, l'ensemble des données, la méthode utilisée et les graphiques.

DEMANDES D'ENTRETIEN

Des porte-parole sont là pour répondre à vos questions. Pour toute question concernant les conclusions régionales et mondiales, veuillez contacter le service de presse de Transparency International à l'adresse suivante: press@transparency.org.

Pour toute question concernant un pays en particulier, veuillez contacter la [section nationale correspondante](#) de Transparency International.

À PROPOS DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

Depuis sa création en 1995, l'Indice de perception de la corruption de Transparency International est devenu le principal indicateur de la corruption dans le secteur public au niveau mondial. Il classe 182 pays et territoires du monde entier en fonction de la perception de la corruption dans le secteur public, à l'aide de données provenant de 13 sources externes dont la Banque mondiale, le Forum économique mondial, des sociétés privées de conseil et de gestion des risques, des groupes de réflexion et d'autres sources. Les scores attribués reflètent les points de vue d'experts et de personnalités du monde des affaires.

La méthode de calcul de l'IPC est régulièrement revue pour garantir, autant que possible, son caractère solide et cohérent. [Sa révision la plus récente, par le Centre commun de recherche de la Commission européenne, date de 2017](#). Tous les scores de l'IPC depuis 2012 sont comparables d'une année à l'autre. Pour plus d'informations, lire l'article : « [The ABCs of the CPI: How the Corruption Perceptions Index is calculated](#) ».

Métatexte :

L'IPC 2025 de Transparency International met en relief un inquiétant déclin à long terme du leadership dans la lutte contre la corruption, parallèlement à des signes minimes de progrès. #CPI2025